

# COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

REP21/GP

## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

### COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

*Quarante-quatrième session*

*Centre international de conférences, Genève (Suisse)*

*8-13 novembre 2021*

## RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

En ligne

8, 9, 11, 12, 15 et 17 février 2021

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>Pages</b>
RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX.....	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	iv
RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	1
	<b>Paragraphes</b>
Introduction .....	1
Ouverture de la session .....	2-3
Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour) .....	4
Questions soumises au Comité (point 2 de l'ordre du jour) .....	5-8
Informations sur les activités de la FAO et de l'OMS intéressant les travaux du CCGP (point 3 de l'ordre du jour) .....	9-13
Orientations sur les procédures applicables aux comités travaillant par correspondance (point 4 de l'ordre du jour) .....	14-23
Révisions/amendements de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour) .....	24-27
Format et structure du <i>Manuel de procédure</i> du Codex (point 6 de l'ordre du jour).....	28-33
Document de réflexion sur le suivi de l'utilisation des normes du Codex (point 7 de l'ordre du jour).....	34-39
Document de travail sur le suivi des résultats du Codex dans le contexte des objectifs de développement durable (ODD) (point 8 de l'ordre du jour) .....	40-46
Autres questions (point 9 de l'ordre du jour) .....	47
Date et lieu de la prochaine session (point 10 de l'ordre du jour) .....	48

## LISTE DES ANNEXES

	<b>Pages</b>
<b>Annexe I :</b> Liste des participants .....	9
<b>Annexe II :</b> Critères et orientations sur les procédures applicables aux comités du Codex et aux groupes intergouvernementaux spéciaux travaillant par correspondance .....	31

## RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Partie responsable	Objectif	Texte/Sujet	Paragraphe(s)
Secrétariat du Codex Commission à sa 44 <sup>e</sup> session	Modifications rédactionnelles  Soumission à la Commission à sa 44 <sup>e</sup> session	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il a été noté que le Secrétariat du Codex veillerait à ce que le projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC (Annexe II) soit cohérent avec le Manuel de procédure (MP) sur le plan rédactionnel avant d'envoyer une lettre circulaire aux membres du Codex, en vue de l'examen de ce projet par la Commission.</li> <li>Le Comité est convenu de transmettre le projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC (Annexe II) à la Commission pour adoption et insertion dans le MP, de préférence à la section III.</li> </ul>	22  23
Secrétariat du Codex Commission à sa 44 <sup>e</sup> session	Rédaction  Soumission à la Commission à sa 44 <sup>e</sup> session	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Comité s'est déclaré favorable à ce que le Secrétariat du Codex prépare un document décrivant les amendements au <i>Guide concernant la procédure d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés</i> recommandés par le Secrétariat, avec des exemples illustrant les différentes modifications et séquences des opérations, ainsi que la numérotation et l'historique des versions, en tenant compte des observations formulées durant la trente-deuxième session du CCGP, pour examen à la prochaine session de la Commission, de manière que celle-ci confie éventuellement des travaux en la matière au CCGP.</li> </ul>	27
Secrétariat du Codex	Publication	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Comité est convenu que le Secrétariat du Codex procéderait à la mise au point d'une version électronique du MP, qui serait mise à disposition des membres pour test et examen avant d'être publiée en ligne.</li> </ul>	33
Secrétariat du Codex Comité exécutif à sa 81 <sup>e</sup> session Commission à sa 44 <sup>e</sup> session	Transmission	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Comité est convenu de transmettre les réflexions du CCGP au sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et à la Commission, qui détermineront la suite à donner.</li> </ul>	39 iv
Secrétariat du Codex Comité exécutif à sa 81 <sup>e</sup> session Commission à sa 44 <sup>e</sup> session	Transmission	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Comité est convenu de transmettre les résultats de ses débats au sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et à la Commission pour examen.</li> </ul>	46 iii

**LISTE DES ABRÉVIATIONS**

AMS	Assemblée mondiale de la santé
CCGP	Comité du Codex sur les principes généraux
CRD	Document de séance
CTPC	Comités travaillant par correspondance
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FPHN	Forum politique de haut niveau pour le développement durable
GTe	Groupe de travail électronique
ISO	Organisation internationale de normalisation
LMR	Limite maximale de résidus
MP	Manuel de procédure du Codex
ODD	Objectifs de développement durable
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OIG	Organisation internationale gouvernementale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OTC	Obstacles techniques au commerce
PCC	Point de contact du Codex
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
UE	Union européenne

## INTRODUCTION

1. La trente-deuxième session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) s'est tenue en ligne, les 8, 9, 11, 12, 15 et 17 février 2021, à l'invitation du gouvernement de la République française. M. Jean-Luc Angot (France) a présidé la session, qui comptait 481 inscrits représentant 94 pays membres, une organisation membre (Union européenne) et des observateurs de 24 organisations internationales gouvernementales (OIG) et non gouvernementales (ONG) et d'agences des Nations Unies. La liste complète des participants figure à l'annexe I.

## OUVERTURE DE LA SESSION<sup>1</sup>

2. M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (France), et M. Franck Riester, ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité (France), ont prononcé une allocution d'ouverture devant le Comité et souhaité la bienvenue à tous les participants. M. Markus Lipp, fonctionnaire principal chargé de la sécurité sanitaire des aliments à la division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Francesco Branca, directeur du département Nutrition et sécurité sanitaire des aliments de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et M. Guilherme da Costa Junior, président de la Commission du Codex Alimentarius, ont également pris la parole.

## Répartition des compétences<sup>2</sup>

3. Le Comité a pris note de la répartition des compétences entre l'Union européenne (UE) et ses États membres conformément au paragraphe 5 de l'article II du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius.

## ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)<sup>3</sup>

4. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de sa session.

## QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ (point 2 de l'ordre du jour)<sup>4</sup>

5. Le Comité a pris note des questions soumises pour information à sa trente-deuxième session.
6. Lors de l'examen des recommandations formulées par le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius à sa quatre-vingtième session concernant le rapport du sous-comité sur « Le Codex et la pandémie – Enjeux stratégiques et perspectives », les délégations ont émis les observations suivantes :
  - elles ont salué les travaux du Comité exécutif et de son sous-comité sur « Le Codex et la pandémie – Enjeux stratégiques et perspectives » ;
  - elles ont souligné l'importance de consigner toutes les spécificités touchant aux procédures et à l'organisation pratique des sessions en ligne du Codex qui ont déjà eu lieu ou qui vont se tenir, afin d'évaluer à l'avenir le besoin éventuel de modifier ou de compléter les procédures du Codex ;
  - elles ont félicité la Commission pour sa gestion rapide et efficace de cette question ;
  - elles ont rappelé la consultation en cours entre le Secrétariat du Codex et les bureaux juridiques de la FAO et de l'OMS sur les questions relatives au vote et aux élections lors des sessions en ligne.
7. Les délégations ont également formulé des observations sur d'autres travaux menés par le Comité exécutif :
  - elles ont salué la reconstitution du sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et son nouveau mandat, notamment les efforts visant à faire reconnaître comme il se doit les travaux du Codex, en particulier dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du prochain Sommet sur les systèmes alimentaires de l'Organisation des Nations Unies ;
  - elles ont souligné l'importance de la mise en application des *Déclarations de principes concernant le rôle de la science*, en particulier l'élaboration d'indications destinées également aux membres et la participation de tous les membres du Codex à l'élaboration de ces indications<sup>5</sup> ;

---

<sup>1</sup> Discours d'ouverture de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation, France (GP/32 CRD/19) ; discours d'ouverture de M. Franck Riester, ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, France (GP/32 CRD/20) ; discours d'ouverture de M. Guilherme da Costa Junior, président de la Commission du Codex Alimentarius (GP/32 CRD/21) ; discours d'ouverture de M. Branca (GP/32 CRD/22) ; discours d'ouverture de M. Lipp, FAO (GP/32 CRD/23).

<sup>2</sup> Répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres (GP/32 CRD/01).

<sup>3</sup> CX/GP 21/32/1.

<sup>4</sup> CX/GP 21/32/2 ; CX/GP 21/32/2 Add.1 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine).

<sup>5</sup> REP19/CAC, par. 12, point i ; REP21/EXEC1, par. 43, point iii ; CX/EXEC 19/77/10 ; CX/EURO 19/31/CRD9.

- elles ont noté la pertinence et l'actualité des débats sur la diffusion des sessions du Comité exécutif sur le web, tenus par ce dernier à sa quatre-vingtième session, en conformité avec les valeurs fondamentales du Codex que sont l'ouverture et la transparence.

### Conclusion

8. Le Comité a pris note des informations fournies dans les documents de travail concernant les questions soumises au CCGP à sa trente-deuxième session.

### INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO ET DE L'OMS INTÉRESSANT LES TRAVAUX DU CCGP (point 3 de l'ordre du jour)<sup>6</sup>

9. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont présenté ce point de l'ordre du jour en donnant des informations sur les activités menées par leurs organisations respectives qui pourraient intéresser les travaux du CCGP, y compris sur des activités autres que celles décrites dans les documents de travail. Un bref état des lieux a également été dressé par le nouvel administrateur de programme du Fonds fiduciaire du Codex, qui a évoqué les difficultés de mise en œuvre liées à la pandémie de COVID-19 et les mesures prises pour y faire face.
10. Plusieurs délégations ont salué les efforts accomplis par la FAO et l'OMS pour garantir la continuité des travaux pendant la pandémie, notamment en fournissant des orientations relatives à la COVID-19 pertinentes et fondées sur la science, des avis scientifiques à l'intention du Codex et divers outils de mise en œuvre et lignes directrices destinés à améliorer l'environnement de la production des denrées alimentaires et à promouvoir une alimentation saine. Par ailleurs, il a été souligné qu'il était nécessaire de poursuivre les travaux relatifs à la fourniture d'avis scientifiques et de préserver leur financement, car cela était essentiel aux travaux d'élaboration de normes du Codex. Les membres ont également été encouragés à reconnaître et à faciliter les activités des experts nationaux participant aux travaux sur les avis scientifiques ainsi qu'à apporter des ressources pour appuyer leur participation.
11. L'importance du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) a été soulignée, ainsi que ses liens avec les travaux du Codex. Le mandat du quatrième sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif<sup>7</sup> a été évoqué, notamment sa mission de prise en considération de la contribution que le Codex peut apporter et de la reconnaissance qu'il peut obtenir grâce à ses travaux essentiels sur les normes alimentaires dans le cadre de la participation de ses membres au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.
12. Les délégués ont accueilli avec satisfaction l'étude de la FAO sur l'harmonisation internationale des limites maximales de résidus de pesticides dans le riz avec les normes du Codex et ont estimé qu'elle pourrait alimenter les débats sur le suivi de l'utilisation des normes du Codex (point 7 de l'ordre du jour de la trente-deuxième session du CCGP), car elle constitue un exemple d'étude de cas sur l'utilisation et les effets des normes du Codex.

### Conclusion

13. Le Comité :
  - a pris note des informations actualisées communiquées par la FAO et l'OMS, notamment celles concernant le Fonds fiduciaire du Codex ;
  - a reconnu et salué le travail accompli par la FAO et l'OMS pour fournir des orientations techniques et des outils aux membres afin de les aider à faire face à la pandémie de COVID-19 ;
  - a encouragé la FAO et l'OMS à poursuivre leurs travaux préparatoires et leur contributions techniques pour favoriser la réussite du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et à faire participer le Codex à ces efforts, en particulier s'agissant des première et deuxième pistes d'action ;
  - a déclaré se réjouir de l'adoption de la résolution de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) et en attendre la mise en œuvre avec intérêt ;
  - a pris acte des efforts remarquables faits par les experts afin de continuer à fournir des avis scientifiques de sorte que les travaux du Codex puissent se poursuivre pendant la pandémie, et a encouragé les entités qui emploient les experts à faciliter les efforts qu'ils consentent ainsi qu'à apporter des ressources pour appuyer leur participation à cette entreprise internationale de première importance ;

<sup>6</sup> CX/GP 21/32/3 ; CX/GP 21/32/3 Add.1 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur).

<sup>7</sup> REP21/EXEC1, annexe II.

- a souligné qu'il restait important de réunir les ressources nécessaires à la production d'avis scientifiques, lesquels constituent le fondement des travaux du Codex ;
- s'est félicité des travaux menés par la FAO dans le cadre de l'étude sur l'utilisation des limites maximales de résidus de pesticides dans le riz établies par le Codex.

## **ORIENTATIONS SUR LES PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMITÉS TRAVAILLANT PAR CORRESPONDANCE (point 4 de l'ordre du jour)<sup>8</sup>**

### *Introduction*

14. Le président du groupe de travail électronique (GTe) chargé d'élaborer des orientations sur les procédures applicables aux comités travaillant par correspondance (CTPC) a présenté ce point de l'ordre du jour en rappelant le principal objectif des travaux. Il a indiqué qu'étant donné le report de la trente-deuxième session du CCGP dû à la pandémie de COVID-19, le GTe avait entrepris de rédiger le projet d'orientations et avait veillé à conserver la dynamique des travaux. Au vu de la pandémie et des perturbations qu'elle a entraînées quant au calendrier et aux modalités de travail des réunions du Codex, le GTe avait envisagé d'étendre l'objet de ces travaux aux réunions en ligne. Du fait de divergences de vues au sein du GTe, il avait été décidé que cette question serait soumise au CCGP à sa trente-deuxième session. Dans ce contexte, le président du GTe a évoqué les débats qui se sont tenus récemment au sein du Comité exécutif sur la question des réunions en ligne dans le cadre plus large de ses travaux sur le thème « Le Codex et la pandémie – Enjeux stratégiques et perspectives ». Le président du GTe a attiré l'attention sur le document de séance GP/32 CRD/04, qui tenait compte d'un certain nombre d'observations formulées par les délégations et visait à faciliter les débats qui se tiendraient à la trente-deuxième session du CCGP.
15. Le Comité est convenu que l'annexe du document de séance GP/32 CRD/04 servirait de base aux discussions.

### *Observations générales/décisions*

16. Le Comité :
  - a salué les travaux du GTe sur les CTPC ;
  - a reconnu qu'un CTPC était différent d'une session en ligne d'un comité du Codex du point de vue conceptuel, et que les orientations sur les procédures ne devaient pas inclure la question des sessions en ligne de comités du Codex mais se limiter au mandat initialement convenu ;
  - a noté que les CTPC constitueraient l'exception plutôt que la règle au sein du Codex.
17. Le Comité est convenu :
  - de supprimer les références à l'utilisation des sessions en ligne pour les CTPC tout en reconnaissant que les CTPC peuvent recourir à des technologies de communication à distance et organiser des téléconférences pour tenir des débats informels et dans le cadre de groupes de travail, comme cela se pratique dans les autres comités du Codex ;
  - de remplacer les références générales au *Manuel de procédure* (MP) par des références exactes aux sections concernées, et d'insérer des renvois au MP plutôt que de reproduire ou de paraphraser son contenu.

### *Observations particulières*

18. À sa trente-deuxième session, le Comité a examiné l'une après l'autre les différentes sections du projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC. Outre des amendements d'ordre rédactionnel, le Comité est convenu de ce qui suit :

#### Section introductive

- modifier le titre pour intituler la section « Introduction », inclure une définition des CTPC et supprimer les phrases qui constituaient davantage des éléments de contexte que de véritables orientations ;
- utiliser le terme « présence simultanée » pour faire référence à des sessions physiques ou en ligne.

---

<sup>8</sup> CX/GP 21/32/4 ; CX/GP 21/32/4 Add.1 ; GP/32 CRD/04 (observations de la Nouvelle-Zélande) ; GP/32 CRD/05 (observations de la République de Corée) ; GP/32 CRD/06 (observations de la Thaïlande) ; GP/32 CRD/07 (observations du Japon) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/11 (observations de El Salvador) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur) ; GP/32 CRD/14 (observations de la Chine) ; GP/32 CRD/16 (observations de l'Afrique du Sud) ; GP/32 CRD/17 (observations de la Malaisie) ; GP/32 CRD/18 (Révision de la Section I « Introduction » et section II « Approbation des CTPC »).

### Décision d'instaurer un CTPC et critères de sélection des travaux

- fusionner et reformuler ces deux sections pour mettre l'accent sur la manière dont la décision de faire réaliser des travaux par correspondance devrait être prise et sur les critères particuliers à prendre en considération dans ce cadre ;
- supprimer le contenu relatif aux « Circonstances dans lesquelles il peut être décidé d'instaurer un CTPC » car sa présence dans les orientations n'était pas pertinente ;

### Section sur la vérification du quorum

- conserver la section qui contient des informations importantes pour les CTPC ;
- clarifier ce que l'on entend par « participation » dans le cas des CTPC et faire référence à l'article exact du *Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius* qui indique la manière de calculer le quorum dans le MP ;
- indiquer que le président du CTPC signalera l'absence de quorum à la Commission, qui se prononcera sur la conduite à tenir ;

### Section sur l'avancement des normes et textes apparentés

- clarifier le fait que les solutions proposées lorsqu'un CTPC ne peut faire avancer les travaux peuvent être examinées par le CTPC dans son ensemble et pas seulement par le président, et que la liste des solutions n'est pas exhaustive.

19. Dans ce contexte, le Comité a confirmé que les orientations mises au point ne restreignaient aucunement les solutions mises à la disposition du président dans le MP pour conduire les travaux, et que les CTPC n'étaient pas différents des autres comités à cet égard.

### Endroit où il conviendrait d'insérer les orientations

20. Diverses possibilités ont été examinées, notamment différentes sections du MP et/ou le guide à l'intention des présidents.
21. Cependant, compte tenu de la nature procédurale des orientations et de leur pertinence pour l'ensemble des membres du Codex, le MP a été considéré comme l'endroit le plus approprié. Il a été convenu que les passages pertinents pourraient aussi être reproduits dans le guide à l'intention des présidents.
22. Il a été noté que le Secrétariat du Codex veillerait à ce que le projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC (Annexe II) soit cohérent avec le MP sur le plan rédactionnel avant d'envoyer une lettre circulaire aux membres et aux observateurs du Codex, en vue de l'examen de ce projet par la Commission.

### **Conclusion**

23. Le Comité est convenu de transmettre le projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC (Annexe II) à la Commission à sa quarante-quatrième session pour adoption et insertion dans le MP, de préférence à la section III.

### **RÉVISIONS/AMENDEMENTS DE TEXTES DU CODEX (point 5 de l'ordre du jour)<sup>9</sup>**

24. Le Secrétaire du Codex a présenté ce point de l'ordre du jour en expliquant que, sur le fondement de l'expérience passée, le Secrétariat du Codex estimait que le Codex pouvait améliorer la version actuelle du *Guide concernant la procédure d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés* contenu dans le *Manuel de procédure* en définissant mieux ce qu'on entendait par révisions, amendements d'ordre rédactionnel, amendements portant sur le fond et corrections de textes du Codex. La séquence des opérations et les responsabilités en la matière pourraient également être clarifiées et simplifiées. De plus, un système complet de numérotation des versions et un historique des versions permettant un suivi des modifications apportées aux textes du Codex pourraient aider à la fois les délégations et le Secrétariat lors des travaux sur les textes du Codex. Le Secrétaire a indiqué qu'aucune proposition n'était formulée pour le moment concernant la procédure écrite pour les comités ajournés ou supprimés, car cette procédure n'avait pas encore été beaucoup utilisée et il conviendrait d'accumuler plus d'expérience avant de proposer des modifications à cet égard.
25. Les délégations ont accueilli favorablement le document et ont exprimé leur volonté de continuer à travailler sur ce sujet après accord de la Commission et décision de confier ces travaux au CCGP. Les délégations ont

---

<sup>9</sup> CX/GP 21/32/5 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/06 (observations de la Thaïlande) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur) ; GP/32 CRD/15 (observations de l'Indonésie) ; GP/32 CRD/17 (observations de la Malaisie).

également souligné la nécessité de disposer d'exemples de différents cas pour mieux comprendre les implications des modifications restreintes que le Secrétariat a proposé d'apporter à la procédure.

26. Les points suivants ont été soulevés par les délégations :
- la nécessité de faire la distinction entre les amendements et les corrections ;
  - la manière dont un historique des versions pourrait être mis en place pour les normes numériques ;
  - les amendements portant sur le fond devraient toujours être accompagnés d'une documentation justifiant les modifications apportées et devraient être proposés par l'intermédiaire d'un organe subsidiaire ;
  - l'expérience acquise lors des travaux sur les normes concernées menés par d'autres comités pourrait aussi venir alimenter les débats sur la procédure écrite pour les organes subsidiaires ajournés, supprimés ou dissous.

### Conclusion

27. Le Comité s'est déclaré favorable à ce que le Secrétariat du Codex prépare un document décrivant les amendements au *Guide concernant la procédure d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés* recommandés par le Secrétariat, avec des exemples illustrant les différentes modifications et séquences des opérations, ainsi que la numérotation et l'historique des versions, en tenant compte des observations formulées durant la trente-deuxième session du CCGP, pour examen à la prochaine session de la Commission, de manière que celle-ci confie éventuellement des travaux en la matière au CCGP.

### FORMAT ET STRUCTURE DU MANUEL DE PROCÉDURE DU CODEX (point 6 de l'ordre du jour)<sup>10</sup>

#### Introduction

28. Le Secrétariat du Codex a présenté ce point en indiquant que la version électronique proposée du MP avait pour but de disposer d'un document à jour, qui faciliterait aussi la recherche de contenu pour l'utilisateur. Avec cette version électronique, il resterait possible de télécharger la publication au format PDF (*Portable Document Format*).
29. Le Secrétariat a rappelé qu'une partie du contenu du MP, comme la liste des points de contact du Codex (PCC), avait été déplacée vers le site web du Codex pour mieux gérer et mettre à jour en continu les informations concernées, et que les sections V et VI pourraient aussi être déplacées vers le site web dans le même but.
30. Le Secrétariat a en outre précisé qu'il présenterait, à la prochaine session de la Commission, un document évaluant la nécessité d'apporter des modifications au MP, par exemple pour éliminer les incohérences dans le texte et en améliorer encore la clarté et la lisibilité, et que la Commission pourrait ensuite décider quelles parties du document confier au CCGP.

#### Débats

31. Les opinions suivantes ont été exprimées lors des débats :
- Les délégations ont accueilli favorablement la proposition de disposer d'une version électronique du MP facile à consulter. Il a été relevé qu'au moment de déplacer les sections V et VI vers le site web du Codex, un lien renvoyant vers ces sections devrait être conservé dans le MP.
  - Il a été noté que, lors de la mise au point de la version en ligne du MP, les membres devraient participer à l'élaboration des guides et tutoriels d'accompagnement et qu'il faudrait conserver la possibilité de télécharger l'intégralité de la publication au format PDF, comme c'est le cas actuellement.
  - Il a également été observé que la version électronique devrait contenir l'ensemble des orientations, décisions et documents pertinents approuvés par la Commission mais non formellement inclus dans le MP, tels que les critères à appliquer pour mener l'examen critique et les décisions sur l'utilisation des documents d'information.
32. Le Comité a noté :

<sup>10</sup> CX/GP 21/32/6 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/11 (observations de El Salvador) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur) ; GP/32 CRD/15 (observations de l'Indonésie) ; GP/32 CRD/16 (observations de l'Afrique du Sud) ; GP/32 CRD/17 (observations de la Malaisie).

- qu'une version imprimable du MP au format PDF incluant les actuelles sections V et VI continuerait d'être disponible ;
- que le Secrétariat du Codex présenterait, à la quarante-quatrième session de la Commission, un document sur les modifications qui pourraient être apportées au MP afin d'améliorer la cohérence et la clarté du texte.

### Conclusion

33. Le Comité est convenu que le Secrétariat du Codex procéderait à la mise au point d'une version électronique du MP, qui serait mise à disposition des membres pour test et examen avant d'être publiée en ligne.

### DOCUMENT DE RÉFLEXION SUR LE SUIVI DE L'UTILISATION DES NORMES DU CODEX (point 7 de l'ordre du jour)<sup>11</sup>

34. La délégation française a présenté le document de réflexion, qui passe en revue les bonnes pratiques mises en œuvre dans d'autres organisations et formule une série de recommandations visant à améliorer le suivi de l'utilisation des normes du Codex. Ce document suggérait que des informations complémentaires et plus détaillées sur l'utilisation des normes permettraient d'identifier celles qui sont les plus utiles, d'envisager la révocation des normes qui ne sont pas utilisées, de mieux comprendre les difficultés rencontrées par les membres lorsqu'ils appliquent les normes du Codex et, enfin, d'améliorer l'efficacité globale du Codex.
35. Les représentants de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) ont présenté leurs approches respectives et fait part de leur expérience dans le domaine du suivi de l'utilisation de leurs propres normes.
36. Le document de réflexion présenté ainsi que les interventions de l'OIE et de l'ISO ont été accueillis favorablement. Les délégations ont souligné l'importance du suivi de l'utilisation et des effets des normes du Codex et ont rappelé que le Plan stratégique du Codex, adopté par la Commission à sa quarante-deuxième session, comportait un nouvel objectif ambitieux visant à « accroître les effets en faisant en sorte que les normes du Codex soient reconnues et utilisées » (Objectif stratégique 3), ainsi que des indicateurs permettant de mesurer les effets des normes du Codex. Dans cette perspective, le sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif avait été chargé d'identifier des approches permettant d'évaluer l'état d'avancement du Plan stratégique, notamment de l'objectif stratégique 3, et d'en rendre compte au Comité exécutif.
37. Les délégations ont soulevé un certain nombre de points au cours des débats, notamment :
- les ressources importantes dont il faudrait disposer pour mettre en œuvre les recommandations formulées dans le document de réflexion, avec des incertitudes sur les résultats pouvant être obtenus ;
  - les difficultés que rencontrent les membres pour fournir des données sur l'utilisation des textes du Codex, comme cela avait déjà été observé lors de la diffusion des enquêtes correspondantes via les comités régionaux de coordination ;
  - le besoin d'échanger avec les membres sur l'approche envisagée et de résoudre le problème des capacités limitées avant de réclamer des données complémentaires ;
  - le fait que les décideurs politiques et les régulateurs méconnaissent les avantages de l'adoption des normes du Codex au plan national, et la nécessité de mieux comprendre les raisons de la faible application des normes du Codex ;
  - la nécessité de tenir compte des travaux déjà entrepris par d'autres organisations, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), l'OIE et l'ISO, sur le suivi de l'utilisation des normes internationales, d'éviter le doublement des efforts et de tirer des enseignements de leur expérience ;
  - la nécessité de faire l'inventaire des données existantes sur l'utilisation des normes du Codex, telles que celles émanant du Comité SPS et du Comité des obstacles techniques au commerce (OTC) de l'OMC et d'identifier les principales lacunes ;
  - le besoin de mieux définir ce que l'on entend par « utilisation » des normes, comme étape préliminaire au suivi de leur utilisation et à l'analyse de leurs effets ;

---

<sup>11</sup> CX/GP 21/32/7 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/03 (observations de l'OIE) ; GP/32 CRD/05 (observations de la République de Corée) ; GP/32 CRD/06 (observations de la Thaïlande) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/10 (observations de l'ISO) ; GP/32 CRD/11 (observations de El Salvador) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur).

- dans le cadre des efforts de suivi de l'utilisation des normes du Codex, de nouvelles études de cas pourraient être réalisées pour analyser l'application et les éventuels effets d'une norme particulière ou d'un groupe de normes, à l'instar de l'étude récemment publiée par la FAO sur l'harmonisation internationale des LMR de pesticides dans le riz avec les normes du Codex.

38. Certaines délégations ont indiqué que les travaux sur le suivi des normes du Codex ne relevaient pas du mandat du CCGP, ont noté que le CCGP n'avait pas été chargé de mener des travaux en la matière, conformément à son mandat, et se sont déclarées favorables à l'approche approuvée par la Commission dans le Plan stratégique pour 2020-2025. D'autres ont exprimé l'opinion que le mandat du CCGP englobait d'éventuels nouveaux travaux puisqu'il consistait à étudier les questions générales qui lui étaient soumises par la Commission, et que cela garantirait une large participation aux travaux sur le suivi de l'utilisation des normes du Codex.

### Conclusions

39. Le Comité :

- a pris note de l'intérêt des membres pour cette question ;
- a noté le besoin d'« accroître les effets en faisant en sorte que les normes du Codex soient reconnues et utilisées » au plan national, comme l'énonce l'objectif stratégique 3 du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 ;
- a pris acte de l'expérience des autres organisations de normalisation et s'est dit favorable à la poursuite des échanges avec ces dernières ;
- est convenu de transmettre les réflexions du CCGP au sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et à la Commission, qui détermineront la suite à donner.

### DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LE SUIVI DES RÉSULTATS DU CODEX DANS LE CONTEXTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) (point 8 de l'ordre du jour)<sup>12</sup>

40. La délégation française a présenté le document et les recommandations qu'il contient pour examen par le Comité.
41. Le Secrétariat du Codex a indiqué au Comité que, depuis 2018, il faisait rapport chaque année, par l'intermédiaire de la FAO, au Forum politique de haut niveau (FPHN) pour le développement durable, qui est la principale enceinte de suivi et d'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des ODD, ce qui donnait l'occasion de mettre en avant les normes du Codex et les travaux connexes de la Commission, ainsi que le rôle joué par le Codex, en tant qu'organe intergouvernemental, pour promouvoir la coopération internationale en vue de garantir l'accès des consommateurs à une nourriture saine et la loyauté des pratiques dans le commerce des denrées alimentaires. Le Secrétariat a également présenté la publication récente sur le Codex et les ODD<sup>13</sup> et a souligné que les études de cas constituaient des exemples de la manière dont la participation au Codex et l'utilisation des normes du Codex par les membres pouvaient contribuer aux efforts qu'ils déploient pour réaliser les ODD.
42. La représentante de l'ISO a informé le Comité de la stratégie employée pour établir quelles normes ISO contribuaient à la réalisation de chacun des ODD<sup>14</sup> et, à l'inverse, de quelle manière des ODD pouvaient être ciblés à travers les différentes normes ISO.
43. De manière générale, les membres du Comité ont accueilli favorablement le document et sont convenus de l'importance du Programme 2030 et des ODD. Ils ont reconnu la contribution des travaux du Codex aux efforts déployés par les pays pour réaliser les ODD et ont insisté sur la nécessité de donner de la visibilité à ces travaux et de les faire connaître dans ce contexte.
44. Certaines délégations ont fait remarquer que cette question avait déjà été débattue par la Commission, que le sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif était chargé de faire des liens avec le Programme 2030 et que le CCGP n'avait pas reçu le mandat de travailler sur ce thème.
45. S'agissant des informations communiquées par le Secrétariat du Codex, il a été noté que les rapports annuels au FPHN et la publication récente sur le Codex et les ODD répondaient aux recommandations formulées par

<sup>12</sup> CX/GP 21/32/8 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/06 (observations de la Thaïlande) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/11 (observations de El Salvador) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur).

<sup>13</sup> Disponible à l'adresse suivante (en anglais) : <http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/publications/fr/> ; d'autres versions linguistiques sont en préparation.

<sup>14</sup> Contribuer aux Objectifs de développement durable de l'ONU grâce aux normes ISO. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.iso.org/fr/publication/PUB100429.html>.

le Comité exécutif au Secrétariat à sa soixante-quatorzième session<sup>15</sup> et apportaient aux membres des informations et des études de cas qui pourraient être utilisées dans le cadre de leurs activités nationales de sensibilisation. D'autres études de cas relatives à la contribution des normes du Codex aux ODD pourraient être réalisées en complément, comme l'envisageaient les plans de travail en matière de communication dont ont débattu les comités de coordination.

### **Conclusion**

46. Le Comité :
- i. a pris acte du document de travail ;
  - ii. a pris note de la publication récente sur le Codex et les ODD, qui illustre la manière dont les normes du Codex peuvent aider les membres dans les efforts qu'ils déploient pour réaliser les ODD ;
  - iii. est convenu de transmettre les résultats de ses débats au sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et à la Commission pour examen.

### **AUTRES QUESTIONS (point 9 de l'ordre du jour)<sup>16</sup>**

47. La délégation suisse a informé le Comité de son intention de préparer un document de travail sur le soixantième anniversaire du Codex, qu'elle présentera pour examen au Comité exécutif, à sa quatre-vingt-unième session, et à la Commission, à sa quarante-quatrième session, et de rendre compte au CCGP, à sa trente-troisième session, de l'état d'avancement de cette activité.

### **DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 10 de l'ordre du jour)**

48. Le Comité a pris note de la décision de tenir sa trente-troisième session en France au cours du deuxième semestre 2022, sous réserve de confirmation des modalités définitives par le pays hôte en concertation avec le Secrétariat du Codex.

---

<sup>15</sup> REP18/EXEC1, par. 5, point ii b.

<sup>16</sup> GP/32 CRD/24 (intervention de la Suisse).

**LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS  
LISTA DE PARTICIPANTES**

**Chairperson/Président/Presidenta**

Mr Jean-Luc Angot  
Président du CCGP32  
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation  
Paris  
France

**Chair's Assistant /Assistante du Président/Asistente del Presidente**

Mrs Louise Dangy  
Point de contact national  
SGAE  
Paris  
France

**MEMBERS NATIONS AND MEMBER ORGANIZATIONS  
ÉTATS MEMBRES ET ORGANISATIONS MEMBRES  
ESTADOS MIEMBROS Y ORGANIZACIONES MIEMBROS**

**AFGHANISTAN - AFGANISTÁN**

Mr Mohammad Ibrahim Frotan  
Coordinator of Animal diseases Prevention  
Ministry of Agriculture, Irrigation and livestock  
Kabul

Mr Ahmad Faridon Kakar  
CCP  
Ministry of Agriculture, Irrigation and livestock  
Kabul

Ms Morsal Manati  
Director General of public Malnutrition  
Ministry of public health

**ANTIGUA AND BARBUDA - ANTIGUA-ET-  
BARBUDA –  
ANTIGUA Y BARBUDA**

Mrs Solange Baptiste  
Manager, Information Services  
Antigua and Barbuda Bureau of Standards  
St John's

Mr Joel Matthew  
Agricultural Officer  
Ministry of Agriculture, Fisheries and Barbuda  
Affairs  
St John's

Mr Jonah Ormond  
Registrar of Pesticides and Toxic Chemicals  
Ministry of Agriculture, Fisheries and Barbuda  
Affairs  
St John's

**ARGENTINA - ARGENTINE**

Ms Gabriela Alejandra Catalani  
Punto Focal del Codex  
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca  
CABA

Ms Victoria Schriro  
Jefa del departamento de evaluación de riesgo y  
convergencia regulatoria  
Inal  
CABA

Ms Lourdes D'espósito  
Directora de Prevención, Vigilancia y  
Coordinación Jurisdiccional  
Instituto Nacional de Alimentos  
CABA

Ms Julia Geraci  
Asistente  
Ministerio de Salud

Mrs María Alejandra Larre  
Asesora  
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca  
Buenos Aires

#### **AUSTRALIA - AUSTRALIE**

Ms Nicola Hinder  
First Assistant Secretary  
Department of Agriculture, Water, and the  
Environment  
Canberra, ACT

Dr Anna Somerville  
Assistant Secretary  
Department of Agriculture, Water, and the  
Environment  
Canberra, ACT

Ms Usha Sriram-Prasad  
Director, Codex Contact Point  
Department of Agriculture, Water, and the  
Environment  
Canberra, ACT

Mrs Danielle Davis  
Assistant Director, Codex Contact Point  
Department of Agriculture, Water, and the  
Environment  
Canberra, ACT

#### **AUSTRIA - AUTRICHE**

Mrs Bettina Brandtner  
Codex Alimentarius Contact Point  
Ministry of Agriculture Regions and Tourism  
Vienna

#### **AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN - AZERBAIYÁN**

Mr Fuad Mardiyev  
Head of international relations department  
Food Safety Agency of The Republic of  
Azerbaijan  
Baku

Mrs Sabina Asgarova  
Leading consultant  
Food Safety Agency of the Republic of  
Azerbaijan  
Baku

#### **BANGLADESH**

Mr Nitish Chandra Sarkar  
Additional Secretary (Population, Family Welfare  
& Law)  
Ministry of Health and Family Welfare  
Dhaka

Mr Golam Md. Sarwar  
Deputy director (Agri. & Food)  
Bangladesh Standards and Testing Institution  
(BSTI)  
Dhaka

#### **BELARUS - BÉLARUS - BELARÚS**

Mrs Natalia Tsemborevitch  
Head of the Laboratory  
Scientific-Practical Centre of Hygiene.  
Minsk

Mrs Ekaterina Fedorenko  
Deputy Director  
Scientific-Practical Centre of Hygiene.  
Minsk

Mrs Tatsiana Osipava  
Junior researcher  
Scientific-Practical Centre of Hygiene.  
Minsk

#### **BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA**

Mr Carl Berthot  
General Advisor  
FPS public health, food chain safety and  
Environment  
Brussels

#### **BENIN - BÉNIN**

Mr Egnon Jacques Houngbenou Hougla  
Directeur de l'Alimentation et de la Nutrition  
Appliquée  
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la  
Pêche

#### **BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF) – BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE) – BOLIVIA (ESTADO PLURINACIONAL DE)**

Ing. Thania Huayllani Arcayne  
Cámara Nacional de Exportadores CANEB  
La Paz

Mr Wilder Aguilar Quispe  
Punto de Contacto  
Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía  
Plural  
La Paz

Ms Verónica Bustillos Torrico  
Delegada  
Cámara Nacional de Comercio  
La Paz

Ms Maira Egúsquiza Vaca  
Delegada  
Cámara Nacional de Comercio  
La Paz

Mr Yamil Alejandro Mattos Villarroel  
Jefe Nacional de Laboratorios  
SENASAG  
Trinidad

Alexandra López  
Production and Food Group Leader  
Standardization Directorate  
National Autonomous Service  
Standardization, Quality, Metrology and  
Technical Regulations (SENCAMER)  
La Paz

Mr Gustavo Mirabal  
Especialista  
CIAL-T  
La Paz

Mr Willy Salinas  
Consultor  
PAO  
La Paz

#### **BOTSWANA**

Ms Gape Masole  
Assistant  
Trade Officer-Ministry of Investment, Trade and  
Industry

Ms Lephutshe Ada Senwelo  
Codex Contact Point  
Ministry of Health and Wellness  
Gaborone

#### **BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL**

Mr Leandro Magalhães Silva De Sousa  
Second Secretary  
Embassy of Brazil in France  
Paris

Mr Andre Luis De Sousa Dos Santos  
Chair Codex Alimentarius Committee  
National Institute of Metrology, Quality and  
Technology - Inmetro  
Rio de Janeiro

Dr Guilherme Antonio Costa Junior  
Food Safety Adviser  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food  
Supply (MAPA)  
Brasília

Mr Diogo Penha Soares  
Health Regulation Expert  
Brazilian Health Regulation Agency  
Brasília

Mr Paulo Roque Silva  
Researcher  
National Institute of Metrology, Quality and  
Technology – Inmetro

Mr Cesar Augusto Vandestein Junior  
Federal Inspector  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food  
Supply – MAPA  
Brasília

Ms Priscila Yuvamoto  
Researcher  
National Institute of Metrology, Quality and  
Technology - Inmetro

#### **BURKINA FASO**

Mr Cyrille Sansan Régis Kambire  
Cadre Supérieur  
Service du Contrôle Phytosanitaire et de la  
Qualité des Aliments  
Ministère de l'Agriculture  
Ouagadougou

Mr Abdoulaye Gueye  
Responsable de la sécurité sanitaire des  
aliments  
Ministère de la Santé Publique  
Ouagadougou

#### **CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN**

Mr Awal Mohamadou  
Agence des Normes et de la Qualité  
Yaoundé

Mr Medi MOUNGUI  
Ambassade du Cameroun  
Rome

Mr Indongo Yves Laret  
Directeur du Développement de la Qualité  
Ministère des Mines, de l'industrie et du  
développement Technologique  
Yaounde

**CANADA - CANADÁ**

Ms Meghan Quinlan  
 Manager, Bureau of Policy, Interagency and  
 International Affairs  
 Health Canada  
 Ottawa

Prof Samuel Godefroy  
 Full Professor, Food Risk Analysis and  
 Regulatory Policies  
 Université Laval  
 Québec

Ms Nancy Ing  
 Regulatory Policy & Risk Management  
 Specialist  
 Bureau of Policy, Intergovernmental and  
 International Affairs  
 Ottawa

Ms Kathy Twardek  
 Director, Consumer Protection and Market  
 Fairness Division  
 Canadian Food Inspection Agency  
 Ottawa, Ontario

Mrs Amelie Vega  
 Senior Policy Analyst - Codex  
 Canadian Food Inspection Agency  
 Ottawa

Mrs Alison Wereley  
 Senior Policy Analyst  
 International Affairs Branch, Canadian Food  
 Inspection Agency  
 Ottawa

**CHILE - CHILI**

Mr Fernando Catalan  
 Asesor División de Aspectos Regulatorios del  
 Comercio.  
 Subsecretaria de Relaciones Económicas  
 Internacionales (SUBREI)  
 Ministerio de Relaciones Exteriores.  
 Santiago

Mrs Begoña Montenegro  
 Asesora División de Aspectos Regulatorios del  
 Comercio  
 Subsecretaria de Relaciones Económicas  
 Internacionales (SUBREI)  
 Ministerio de Relaciones Exteriores.  
 Santiago

Ms Cassandra Pacheco  
 Punto Focal del Codex  
 Agencia Chilena para Calidad e Inocuidad  
 Alimentaria (ACHIPIA)  
 Ministerio de Agricultura  
 Santiago

Mr Gonzalo Ríos  
 Jefe Departamento de Negociaciones  
 Internacionales  
 Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)  
 Ministerio de Agricultura.  
 Santiago

Mr Diego Varela  
 Coordinador Asuntos Internacionales.  
 Agencia Chilena para Calidad e Inocuidad  
 Alimentaria (ACHIPIA)  
 Ministerio de Agricultura  
 Santiago

Ms Roxana Vera  
 Jefa del Subdepartamento de Acuerdos  
 Internacionales.  
 Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)  
 Ministerio de Agricultura  
 Santiago

**CHINA - CHINE**

Mrs Jing Tian  
 Researcher  
 China National Center for Food Safety Risk  
 Assessment

Mrs Hao Ding  
 Assistant Researcher  
 China National Center for Food Safety Risk  
 Assessment

Dr Yongxiang Fan  
 Researcher  
 China National Center for Food Safety Risk  
 Assessment

Mrs Fang Gao  
 Deputy Division Director  
 Center for Agro-Food Quality & Safety, Ministry  
 of Agriculture and Rural Affairs, P. R. China

Prof Haihong Hao  
 Professor  
 Huazhong Agricultural University

Ms Chang Li  
 Agronomist  
 Center for Agro-Food Quality & Safety,  
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs,  
 P. R. China

Ms Hanyang Lyu  
Assistant Researcher  
China National Center for Food Safety Risk  
Assessment

Dr Xiongwu Qiao  
Professor  
Shanxi Academy of Agricultural Sciences

Mr Guibiao Ye  
Professor/Director, CCPR Secretariat  
Institute for the Control of Agrochemicals,  
Ministry of Agriculture and Rural Affairs (ICAMA)

Ms. Zhangxian QIN  
Principal Staff Member  
Department of Agro-products Quality and  
Safety, MARA, P.R.C

Mr. Xuewan XU  
Diretor  
Department of Agro-products Quality and  
Safety, MARA, P.R.C

#### **COLOMBIA - COLOMBIE**

Eng Blanca Cristina Olarte Pinilla  
Profesional especializada  
Ministerio de Salud y Protección Social  
Bogotá

Eng Miguel Ángel Rincón Barrera  
Asesor  
Ministerio de Comercio, Industria y Comercio  
Bogotá

Eng Norma Soto Tarquino  
Profesional especializada  
Instituto Nacional de Vigilancia de  
Medicamentos y Alimentos - Invima  
Bogotá

#### **COSTA RICA**

Mrs Luisa María Díaz Sánchez  
Directora  
Ministerio de Economía Industria y Comercio  
San José

Mrs Tatiana Cruz Ramírez  
Chief of Codex Department of Costa Rica  
Ministry of Economy, Industry and Commerce  
San José

Mrs Amanda Lasso Cruz  
Asesora Codex  
Ministerio de Economía Industria y Comercio  
San José

#### **CROATIA - CROATIE - CROACIA**

Mrs Marija Batinić Sermek  
Head of Service  
Ministry of Agriculture  
Zagreb

Mrs Iva Mraović  
Head of Department  
Ministry of Agriculture  
Zagreb

#### **CUBA**

Mr Jorge Félix Medina Pérez  
Secretario Comité Nacional del Codex Cuba  
Oficina Nacional de Normalización  
La Habana

Mr Angel Manuel Casamayor León  
Especialista en Regulaciones Técnicas y  
Calidad  
Dirección Regulaciones Técnicas y Calidad  
La Habana

#### **CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE**

Dr Anna Kouppari  
Chief Agricultural Officer  
Ministry of Agriculture  
Strovolos

#### **CZECH REPUBLIC – RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, – REPÚBLICA CHECA**

Dr Dana Triska  
Head of Food Chain Unit  
Ministry of Agriculture of the Czech Republic  
Prague 1

#### **DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA**

Mr Jens Therkel Jensen  
Senior Advisor, Division of International  
Cooperation  
Ministry of Food, Agriculture and Fisheries  
Glostrup

#### **DOMINICAN REPUBLIC – RÉPUBLIQUE DOMINICAINE – REPÚBLICA DOMINICANA**

Dr Luís Martínez Polanco  
Encargado departamento de alimentos  
Dirección General Medicamentos, Alimentos y  
Productos Sanitarios  
Ministerio de Salud Pública  
Santo Domingo, D.N.

Mr Modesto Buenaventura Pérez Blanco  
 Coordinador Normas Alimenticias  
 Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social  
 (MSP)  
 Santo Domingo

#### **ECUADOR - ÉQUATEUR**

Ms María De Lourdes Alverar  
 Analista de Relaciones Internacionales  
 Ministerio de Agricultura y Ganadería - MAG  
 Quito

Mr Rommel Aníbal Betancourt Herrera  
 Coordinador General de Inocuidad de Alimentos  
 Agencia de Regulación y Control Fito y  
 Zoonosanitaria-AGROCALIDAD  
 Quito

Ms Emma Coloma  
 Analista Técnica de Normativa Sanitaria  
 Agencia Nacional de Regulación, Control y  
 Vigilancia Sanitaria - ARCSA  
 Guayaquil

Mr Israel Vaca Jiménez  
 Analista de certificación de producción primaria  
 y buenas prácticas  
 Ministerio de Agricultura y Ganadería - MAG  
 Quito

Ms Daniela Vivero  
 Analista de certificación de producción primaria  
 y buenas prácticas  
 Ministerio de Agricultura y Ganadería - MAG  
 Quito

Mr Cristian Yopez  
 Analista de la Dirección de Gestión  
 Ministerio de Producción, Comercio Exterior,  
 Inversiones y Pesca  
 Quito

#### **EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO**

Eng Ahmed Mohammed Elhelw  
 Codex Contact Point for Egypt  
 Egyptian Organization for Standardization and  
 Quality (EOS)  
 Cairo

Eng Mariam Barsoum Onsy Barsoum  
 Food Standards Specialist  
 Egyptian Organization For Standardization and  
 Quality (EOS)  
 Cairo

Eng Noha Mohamed Attia Eliwa  
 Food Standards Specialist  
 Egyptian Organization for Standardization and  
 Quality (EOS)  
 Cairo

#### **EL SALVADOR**

Mrs Claudia Guzmán  
 Jefa del Punto de Contacto Codex Alimentarius  
 OSARTEC  
 San Salvador

#### **ESTONIA - ESTONIE**

Mr Allan Aleksašin  
 Councillor  
 Ministry of Rural Affairs  
 Tallinn

Mrs Svetlana Jankovenko  
 Adviser  
 Ministry of Rural Affairs  
 Tallinn

#### **EUROPEAN UNION – UNION EUROPÉENNE – UNIÓN EUROPEA**

Mr Dirk Lange  
 Head of Unit  
 European Commission  
 Brussels

Mr Javier Dominguez  
 Administrator  
 European Commission  
 Brussels

Mr Risto Holma  
 Senior Administrator  
 European Commission  
 Brussels

Ms Bernadette Klink-khachan  
 EU Codex Contact Point  
 European Commission  
 Brussels

Ms Anna Szajkowska  
 Administrator  
 European Commission  
 Brussels

#### **FIJI - FIDJI**

Mr Vio Veretawatini  
 Senior Economic Planning Officer  
 Agriculture  
 Suva

**FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA**

Dr Sebastian Hielm  
 Director of Food Safety  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Helsinki

Ms Anne Haikonen  
 Legislative Counsellor  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Helsinki

**FRANCE - FRANCIA**

Mrs Céline Germain  
 Chef du bureau des négociations européennes  
 et multilatérales (BNEM)  
 Ministère de l'agriculture et de l'alimentation  
 Paris

Mr Patrick Azema  
 Chargé de mission  
 Ministère de l'économie et des finances

Mr Jérôme Brouillet  
 Secrétaire général adjoint  
 Premier ministre

Mrs Camille Pineau  
 Chef du bureau des négociations européennes  
 et multilatérales (BNEM)  
 Ministère de l'agriculture et de l'alimentation  
 Paris

Mrs Marie-line Seferian  
 Desk Officer  
 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Mr Florian Simonneau  
 Adjoint au chef du bureau de la qualité et de la  
 valorisation des denrées alimentaires  
 Ministère de l'économie et des finances  
 Paris

**GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA**

Mr Niklas Schulze Icking  
 Head of Delegation  
 Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
 Berlin

Ms Anne Beutling  
 Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
 Berlin

Ms Anja Broenstrup  
 Federal Ministry for Food and Agriculture  
 (BMEL)  
 Bonn

Mr Oliver Mellenthin  
 Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
 Berlin

Ms Alina Steinert  
 Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
 Bonn

**GREECE - GRÈCE - GRECIA**

Mrs Eleftheria Tsali  
 Veterinarian  
 Hellenic Food Authority (EFET)

Mrs Evi Chatzigiannakou  
 Veterinarian  
 Ministry of Rural Development and Food

**GUYANA**

Ms Tandeka Barton  
 Senior Analytical Officer  
 Ministry of Health

**HONDURAS**

Ms Yolandina Lambur Valle  
 Encargada de la Oficina del Codex Alimentarius  
 de Honduras  
 Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad  
 Agroalimentaria  
 Tegucigalpa

**HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA**

Ms Rita Temesfalvi  
 Officer  
 Ministry of Agriculture  
 Budapest

Ms Krisztina Frányó  
 Officer  
 National Food Chain Safety Office  
 Budapest

Dr Attila Nagy  
 Director  
 National Food Chain Safety Office  
 Budapest

**INDIA - INDE**

Mr Perumal Karthikeyan  
 Deputy Director (Codex and Regulations)  
 Food Safety and Standards Authority of India  
 New Delhi

Ms Shubhra  
 Advisor (Trade)  
 DAC&FW

Mr Wasi Asghar  
Assistant Director (T)  
Export Inspection Council

Mr Ramesh Babu N.  
Scientist, Quality Evaluation Laboratory  
Spices Board

Mr Puneet Gupta  
Technical Officer  
Food Safety and Standards Authority of India  
New Delhi

Mrs Bijumol K.k.  
Senior Chemist  
Codex Cell, Spices Board

Ms Sudharma K.v  
Junior Chemist  
Codex Cell, Spices Board

Mr S.s. Raghav  
Joint Director  
National Food Laboratory

Dr Jasvir Singh  
Regulatory, Scientific and Government Affairs  
Leader, South Asia, Representative of CIFTI-  
FICCI  
Federation of Indian Chambers of Commerce  
and Industry

Dr Meenakshi Singh  
Chief Scientist  
Council of Scientific & Industrial Research

Mr Parmod Siwach  
Assistant Director (T)  
Export Inspection Council  
New Delhi

Dr. Sudharshan Madenur Rangaswamy  
Former Director  
Spices Board India  
Chairman, CCSCH

Ms Aliah Wahab  
Regional Regulatory Director  
APAC

#### **INDONESIA - INDONÉSIE**

Dr Wahyu Purbowasito  
Director  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Mrs Yusra Egayanti  
Indonesia Food and Drug Authority  
Central Jakarta

Ms Ida Farida  
Indonesia Food and Drug Authority  
Jakarta

Prof Purwiyatno Hariyadi  
Vice Chairperson of the Codex Alimentarius  
Commission  
Bogor Agricultural University (IPB)  
Bogor

Mr Singgih Harjanto  
Secretariat of the Codex Contact Point of  
Indonesia  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Mrs Estiyani Indraningsih  
Secretariat of the Codex Contact Point of  
Indonesia  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Mrs Theista Savanty  
Secretariat of the Codex Contact Point of  
Indonesia  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Mrs Lia Sugihartini  
Deputy Director of Standardization  
Ministry of Marine Affairs and Fisheries of  
Republic of Indonesia  
Central Jakarta

Mrs Windri Widyaningsih  
Secretariat of the Codex Contact Point of  
Indonesia  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Mrs Nuri Wulansari  
Secretariat of the Codex Contact Point of  
Indonesia  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

#### **IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

Mrs Farahnaz Ghollasi Moud  
D.G  
Institute of Standards & Industrial Research of  
Iran  
Tehran

Dr Mohammad Hossein Shojaee Aliabadi  
Senior Scientific Adviser of ISIRI  
Institute of Standards & Industrial Research of  
Iran  
Tehran

Mrs Leila Zinatbakhsh  
Secretary, N.C.C. of IRAN, Head of Codex  
standards cooperation group  
Institute of Standards & Industrial Research of  
IRAN (ISIRI)  
Tehran

#### **IRELAND - IRLANDE - IRLANDA**

Mr Pat Kelly  
Agricultural Inspector  
Department of Agriculture, Food and the Marine  
(DAFM)  
Dublin

Mr Philip Kennedy  
Assistant Agricultural Inspector  
Department of Agriculture, Food and the Marine  
(DAFM)  
Dublin

#### **ITALY - ITALIE - ITALIA**

Mr Ciro Impagnatiello  
Senior Officer  
Ministry of Agricultural Food and Forestry  
Policies  
Rome

Mr Giulio Cardini  
Senior Officer  
Ministero Politiche Agricole Alimentari e  
Forestali e del Turismo  
Rome

#### **JAMAICA - JAMAÏQUE**

Ms Allison Richards  
Inspector/ Codex Secretariat Member  
Bureau of Standards Jamaica  
Kingston

#### **JAPAN - JAPON - JAPÓN**

Dr Hidetaka Kobayashi  
Director, Agricultural Chemicals Office  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Tokyo

Ms Mitsuko Imai  
Deputy Director, Office of International Food  
Safety  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
Tokyo

Dr Tomoko Ishibashi  
Director, International Standards Office  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Tokyo

Dr Koji Miura  
Adviser  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
Tokyo

Dr Rin Ogiya  
Director, Office of International Food Safety  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
Tokyo

Ms Aya Orito-nozawa  
Associate Director  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Tokyo

Ms Momoka Terasawa  
Officer  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Tokyo

#### **KAZAKHSTAN - KAZAJSTÁN**

Dr Nailya Karsybekova  
Regional Coordinator CCEURO  
Ministry of Healthcare the Republic of  
Kazakhstan  
Astana

Ms Zhanar Tolysbayeva  
CCP  
Ministry of Healthcare the Republic of  
Kazakhstan  
Nur-Sultan

#### **KENYA**

Mr Kimutai Maritim  
Deputy Director  
Ministry of Agriculture, Livestock & Fisheries  
Nairobi

Dr George Abong  
Senior Lecturer  
University of Nairobi  
Nairobi

Mr Lawrence Aloo  
Senior Biochemist  
National Public Health Laboratory- Ministry of  
Health  
Nairobi

Dr Allan Azegele  
Deputy Director  
Ministry of Agriculture, Livestock & Fisheries  
Nairobi

Mrs Muchemi Grace Nyawira  
Head of PCPB Laboratory  
Pest Control Products Board  
Nairobi

Mr George Kiminza  
Senior Standards Officer  
Kenya Bureau of Standards  
Nairobi

Ms Maryann Kindiki  
Manager, National Codex Contact Point  
Kenya Bureau of Standards  
Nairobi

Ms Lucy Namu  
Head Analytical Chemistry Laboratory and Food  
Safety  
Kenya Plant Health Inspectorate Services  
Nairobi

Ms Josephine Simiyu  
Deputy Director  
Horticultural Crops Department Authority  
Nairobi

#### **KUWAIT - KOWEÏT**

Dr Reem Alfulajj  
Deputy Director General for Technical Affairs  
Public Authority for Food and Nutrition in Kuwait  
Mubarak Alkabeer

Mr Salah Al Bazzaz  
Technical Adviser to the Permanent  
Representation of Kuwait  
Representative of Kuwait to FAO

Dr Jeehan Alestad  
Alternate Permanent Representative of Kuwait  
to FAO  
Representative of Kuwait to FAO

Eng Dalal Almansour  
Chemical engineer  
Public Authority for food and Nutrition

Mr Sultan Alotaibi  
Alternate Permanent Representative of Kuwait  
to FAO  
Representative of Kuwait to FAO

Dr Amal Alrashdan  
Deputy Director General for Inspection and  
Control  
Public Authority for Food and Nutrition in Kuwait  
Mubarak Alkabeer

Mr Yousef Jhail  
Permanent Representative of Kuwait to FAO  
Kuwait

Eng Noor Sadeqi  
Chemical Engineer  
Public Authority for Food and Nutrition

#### **LEBANON - LIBAN - LÍBANO**

Ms Mariam Eid  
Vice-Chair of the Codex Alimentarius  
Commission  
Codex

#### **LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA**

Dr Albertas Barzda  
Deputy Director  
Health Education and Diseases Prevention  
Centre  
Vilnius

#### **MADAGASCAR**

Mrs Henintsoa Harizafy  
Secrétariat Comité National du Codex  
Ministère de l'Industrie du Commerce et de  
l'Artis  
Antananarivo

Mrs Tiana Rahaingoalison  
Présidente  
Union des Professionnels des Fruits et Légumes  
Antananarivo

Mrs Lantomalala Raharinosy  
Point de contact du Codex  
Ministère de l'Industrie du Commerce et de  
l'Artis  
Antananarivo

Mr Vaillant Tosy  
Responsable Analyses Microbiologiques  
Laboratoire de Chimie et de Microbiologie  
Antananarivo

#### **MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA**

Ms Ruhana Abdul Latif  
Principal Assistant Director  
Ministry of Health Malaysia  
Putrajaya

Ms Norrani Eksan  
Director  
Ministry of Health Malaysia  
Wilayah Persekutuan Putrajaya

Ms Zailina Abdul Majid  
Deputy Director  
Ministry of Health Malaysia  
Wilayah Persekutuan Putrajaya

Ms Nuraini Ghaifullah  
Senior Assistant Director  
Ministry of Health Malaysia  
Wilayah Persekutuan Putrajaya

**MALI - MALÍ**

Mr Mahmoud Abdoul Camara  
Chargé du Service Central de Liaison du Codex  
pour le Mali

Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des  
Aliments  
Bamako

Dr Sekouba Keita  
Chef Division Appui Scientifique et Technique à  
l'Elaboration de la Règlementation  
documentation

Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des  
Aliments  
Bamako

**MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO**

Ms Tania Daniela Fosado Soriano  
Punto de Contacto Codex  
Secretaría de Economía  
Cdmx

Ms Alma Liliana Tovar Diaz  
Subdirectora Certificación y Reconocimiento  
Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y  
Calidad Agroalimentaria (SENASICA)

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS**

Dr Beqqali Himdi Ihssane  
Chef de la Division de la Normalisation et des  
questions SPS  
Office National de Sécurité Sanitaire des  
Produits Alimentaires  
Rabat

Mr Mohamed El Amine El Amrani  
Chef  
Division de la Législation et des Etudes  
Juridiques  
Direction des Affaires Administratives et  
Juridiques  
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime,  
du Développement Rural et des Eaux et Forêts  
Rabat

Mr Berrada Abdelkrim  
Chef de Division  
Direction des Industries de la Pêche  
Rabat

Mr Anajjar Brahim  
Chef de Département Agréage Technique des  
Unités  
MOROCCO FOODEX  
Casablanca

Mrs Meryem Ibn Ghazala  
Chef de Division Analyse des Risques  
EACCE (MOROCCO FOODEX)  
Casablanca

Mrs Khadija Kadiri  
Chef du service de la Normalisation et du Codex  
Alimentarius  
Office National de Sécurité Sanitaire des  
produits Alimentaires  
Rabat

Eng Bouchra Messaoudi  
Cadre au Service de la Normalisation et Codex  
Alimentarius  
Office National de la Sécurité Sanitaire des  
Produits Alimentaires  
Rabat

Mr Mohamed Stitou  
Chef  
Service des Affaires Juridiques  
Direction des Affaires Administratives et  
Juridiques.  
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime,  
du Développement Rural et des Eaux et Forêts.  
Rabat

Mr Said Zantar  
Coordinateur de l'Unité de Recherche sur les  
Techniques Nucléaire, l'Environnement et la  
Qualité  
Institut National de Recherche Agricole  
Tanger

**NETHERLANDS - PAYS-BAS –  
PAÍSES BAJOS**

Dr Marie-Ange Delen  
Coordinator Codex Alimentarius Netherlands  
Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality  
The Hague

Ms Ana Vilorio  
Senior Policy Officer  
Ministry of Health, Welfare and Sport  
The Hague

Ms Astrid Bulder  
Assistant to the Chair of CCCF

Dr Sally Hoffer  
Chair of CCCF  
Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality  
Den Haag

Ms Sheela Khoesial  
Officer Codex Alimentarius Netherlands  
Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality  
The Hague

**NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE -  
NUEVA ZELANDIA**

Mr Raj Rajasekar  
Senior Programme Manager  
Codex Coordinator and Contact Point  
Wellington

Ms Lisa Ralph  
Senior Policy Analyst  
Ministry for Primary Industries

Ms Anna Tyler  
Manager  
Ministry for Primary Industries  
Wellington

**NIGERIA - NIGÉRIA**

Mr Charles Emeka Nwagbara  
Head, Codex Contact Point Nigeria  
Standards Organisation of Nigeria  
Abuja

**NORTH MACEDONIA –  
MACÉDOINE DU NORD –  
MACEDONIA DEL NORTE**

Mrs Svetlana Tomeska Mickova  
Head of Department  
Food and Veterinary Agency  
Skopje

Ms Katerina Jonovska  
Associate  
Food and Veterinary Agency  
Skopje

**NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA**

Mrs Vigdis S. Veum Møllersen  
Senior Adviser  
Norwegian Food Safety Authority  
Oslo

Mr Knut Berdal  
Specialist Director  
Royal Norwegian Ministry of Agriculture and  
Food  
Oslo

Mr Halvard Kvamsdal  
Senior Adviser  
Royal Norwegian Ministry of Health and Care  
Services  
Oslo

**OMAN - OMÁN**

Mrs Jokha Alaamri  
Dietician  
Ministry of Health  
Muscat

**PANAMA - PANAMÁ**

Eng Joseph Gallardo  
Ingeniero de Alimentos / Punto de Contacto  
Codex  
Ministerio de Comercio e Industrias  
Panamá

Eng Carmela Castillo  
Oficina Técnica de Cooperación Internacional  
Autoridad Panameña de Seguridad de  
Alimentos  
Panamá

Mrs Leticia González De Núñez  
Jefa  
Sección de Análisis de Alimentos y Bebidas  
Instituto Especializado de Análisis  
UP (Universidad de Panamá)  
Panamá

Mrs Edilma López  
Sub Directora ACODECO  
Autoridad de Protección al Consumidor y  
Defensa de la Competencia  
Panamá

Eng Hildegar Mendoza  
Gerencia  
Cámara Panameña de Alimentos  
Panamá

Eng Omaris Vergara  
Directora de la Escuela de Ciencias y  
Tecnología de Alimentos  
UP (Universidad de Panamá)  
Panamá

**PAPUA NEW GUINEA –  
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE –  
PAPUA NUEVA GUINEA**

Mr Elias Taia  
Program Manager  
Personal  
Port Moresby

**PARAGUAY**

Mrs Kuni Hashimoto  
Directora  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Asunción

Ms Laura Stefanía Correa Miño  
Asesora  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Asunción

Mrs María Inés Ibarra Colmán  
Punto de Contacto del Codex, Paraguay  
Instituto Nacional de Tecnología, Normalización  
y Metrología - INTN  
Asunción

Mrs Marizela López Cattebeke  
Técnica  
Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición  
(INAN)  
Asunción

Mrs Elsi Carolina Ovelar  
Directora  
Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición -  
INAN

#### **PHILIPPINES - FILIPINAS**

Ms Amparo Ampil  
Division Chief  
Dept. of Agriculture-Policy Research Service

Dr Maria Leonora Francisco  
Member, SCGP  
Philippine Association of Food Technologists,  
Inc (PAFT)

Ms Mary Grace Mandigma  
Member, SCGP  
Bureau of Agriculture and Fisheries Standards

Mrs Jocelyn Sales  
Director  
National Food Authority  
Taguig City

Ms Genalyn Tripoli  
Staff  
Management Support Office-NCO

#### **POLAND - POLOGNE - POLONIA**

Ms Marzena Chacinska  
Head  
Agricultural and Food Quality Inspection  
Warsaw

Ms Magdalena Kowalska  
Main expert  
Agricultural and Food Quality Inspection  
Warsaw

#### **PORTUGAL**

Mr Miguel Cardo  
Deputy Director-General  
Directorate-General for Food and Veterinary  
(DGAV)  
Lisboa

Ms Paula Bico  
Head of Directorate  
Directorate-General for Food and Veterinary  
(DGAV)  
Lisboa

Mr Henrique Carvalho  
Senior Technician  
Directorate-General for Food and Veterinary  
(DGAV)  
Lisboa

Mr Robert Dautzenberg  
Senior Political Administrator  
General Secretariat of the Council of the  
European Union  
Brussels

Ms Piret Juhani  
Assistant  
General Secretariat of the Council of the  
European Union  
Brussels

Mrs Mona Lepadatu  
Political Administrator  
General Secretariat of the Council of the  
European Union  
Brussels

Mrs Mónica Mendes  
Senior Technician  
Directorate-General for Food and Veterinary  
(DGAV)  
Lisboa

#### **REPUBLIC OF KOREA – RÉPUBLIQUE DE CORÉE – REPÚBLICA DE COREA**

Ms Eunsong Cho  
SPS Researcher  
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
Sejong

Ms Minji Kim  
Codex Researcher  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Mr Chansoo Lee  
Scientific Officer  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Ms Yeonkyu Lee  
Codex Researcher  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Ms Jihyun Sohn  
Assistant Deputy Director  
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
Sejong

Ms Hyewon Wang  
Codex Researcher  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

#### **ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA**

Ms Denisa Cojocaru  
Councillor  
National Sanitary Veterinary and Food Safety  
Authority  
Bucharest

#### **RUSSIAN FEDERATION – FÉDÉRATION DE RUSSIE – FEDERACIÓN DE RUSIA**

Ms Anna Koroleva  
Consultant of the Division  
Federal Service for Surveillance on Consumer  
Rights Protection and Human Well-being  
Moscow

Ms Vera Pavlicheva  
Chief expert  
Federal Service for Surveillance on Consumer  
Rights Protection and Human Well-being  
Moscow

Mrs Tatiana Zavistyaeva  
Scientist  
Federal Research Centre of Nutrition,  
Biotechnology and Food Safety  
Moscow

#### **SENEGAL - SÉNÉGAL**

Prof Amadou Diouf  
Président du Comité national du Codex  
Alimentarius  
Ministère de la Santé et de l'Action sociale  
Dakar

Dr Raphael Coly  
Expert SSA  
Comité National Codex  
Dakar

Mr Ousseynou Niang Diallo  
Expert SSA  
Comité National Codex  
Dakar

Ms Ndeye Maguette Diop  
Responsable Division Agroalimentaire  
Association Sénégalaise De Normalisation  
Dakar

Mr Abdoulaye Diouf  
Chef de la Division des Inspections, du Contrôle  
et de la Certification (DICC)  
Direction des Industries de Transformation de la  
Pêche (DITP)  
Dakar

Dr Mame Coumba Codou Faye Diouf  
Conseiller technique  
Ministère de la Santé et de l'Action sociale  
Dakar

Ms Mame Diarra Faye Leye  
Point de Contact du Codex  
Direction Générale de la Santé  
Dakar

Dr Adjaratou Diakhou Ndiaye  
Secrétaire Permanent  
Programme Sécurité Sanitaire Mondiale  
Dakar

Mrs Maimouna Sow  
Chef de Division  
Service National de l'Hygiène  
Dakar

#### **SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA**

Mr Milo Bystrický  
State Counsellor  
Ministry of Agriculture and Rural Development of  
the Slovak Republic  
Bratislava

#### **SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA**

Dr Blaža Nahtigal  
Codex Contact Point  
MAFF - Administration for Food Safety,  
Veterinary Sector and Plant Protection  
Ljubljana

Ms Urška Bolha  
Senior advisor  
MAFF - Administration for Food Safety,  
Veterinary Sector and Plant Protection  
Ljubljana

Ms Olga Zorko  
Undersecretary  
MAFF - Administration for Food Safety,  
Veterinary Sector and Plant Protection  
Ljubljana

#### **SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA**

Ms Penelope Campbell  
Director: Food Control  
Department of Health  
Pretoria

Ms Meisie Katz  
 General Manager: Food and Associated  
 Industries  
 National Regulator for Compulsory  
 Specifications  
 Cape Town

Mr Malose Matlala  
 Deputy Director: Food Control  
 (National Codex Contact Point)  
 Department of Health  
 Pretoria

**SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA**

Mr Julián Pascual Mallén  
 Jefe  
 Servicio de Registro General Sanitario de  
 Empresas Alimentarias y Alimentos (RGSEAA)  
 Agencia Española de Seguridad Alimentaria y  
 Nutrición (AESAN)  
 Ministerio de Consumo  
 Madrid

Mr Jorge A. Rodríguez Del Hoyo  
 Técnico Superior  
 Agencia Española de Seguridad Alimentaria y  
 Nutrición (AESAN)  
 Ministerio de Consumo  
 Madrid

**SWEDEN - SUÈDE - SUECIA**

Mr Anders Wannberg  
 Senior Administrative Officer  
 The Swedish Government  
 Stockholm

Mrs Carmina Ionescu  
 Codex Coordinator  
 National Food Agency  
 Uppsala

**SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA**

Dr Michael Beer  
 Head Food and Nutrition  
 Federal Food Safety and Veterinary Office  
 Bern

Mr Julien Grunder  
 Scientific Officer  
 Federal Food Safety and Veterinary Office  
 Bern

Mr Martin Mueller  
 Swiss Codex Contact Point  
 Federal Food Safety and Veterinary Office  
 Bern

Mrs Awilo Ochieng Pernet  
 Former Chairperson of the Codex Alimentarius  
 Commission  
 International Affairs  
 Federal Food Safety and Veterinary Office  
 Bern

**THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA**

Mr Pisan Pongsapitch  
 Secretary General  
 National Bureau of Agricultural Commodity and  
 Food Standards (ACFS)  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 Bangkok

Ms Yupa Laojindapun  
 Director  
 Office of Standard Development  
 National Bureau of Agricultural Commodity and  
 Food Standards (ACFS)  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 Bangkok

Ms Namaporn Attaviroj  
 Senior Standards Officer  
 Office of Standard Development  
 National Bureau of Agricultural Commodity and  
 Food Standards (ACFS)  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 Bangkok

Dr Pichet Itkor  
 Vice Chairman  
 The Federation of Thai Industries  
 Bangkok

Dr Panisuan Jamnarnwej  
 President Emeritus  
 Thai Frozen Foods Association  
 Bangkok

Ms Nareerat Junthong  
 Assistant Executive Director  
 Thai Frozen Foods Association  
 Bangkok

Ms Passarapa Kaewnern  
 Food Technologist  
 Department of Fisheries  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 Bangkok

Ms Katchaporn Temyord  
 Veterinary Expert  
 Department of Livestock Development  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 Bangkok

**TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ**

Mrs Narjes Maslah El Hammar  
Directrice Générale  
Department of Livestock Development  
Centre Technique de l'agro-alimentaire  
Tunis

**TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA**

Mrs Nilüfer Dural  
Food engineer  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Ankara

Ms M. Emel Molla  
Head of department  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Ankara

**UGANDA - OUGANDA**

Mr Awath Aburu  
Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Mr Edward Kizza  
Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Mr Moses Matovu  
Senior Certification Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Ms Rehema Meeme  
Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Mr Hakim Baligeya Mufumbiro  
Principal Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Mr Arthur Mukanga  
Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Mrs Irene Mwesigwa  
Principal Officer - Food Safety  
National Drug Authority  
Kampala

**UKRAINE - UCRANIA**

Ms Olga Semenchuk  
Deputy Director  
State Service for Food Safety and Consumer  
Protection  
Kyiv

**UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI – REINO UNIDO**

Dr Iulia Turiac  
Senior Policy Advisor  
Department for Environment, Food & Rural  
Affairs (Defra)  
London

Mr Mike O'Neill  
Head of EU and International Strategy  
Food Standards Agency  
London

Mr Steve Wearne  
Director of Global Affairs  
Food Standards Agency  
London

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA**

Ms Lilian Gabriel  
Standards Officer  
Tanzania Bureau of Standards  
Dar Es Salaam

Mr Linus Gedi  
Council Member  
Tanzania Honey Council  
Dar es salaam

Ms Stephanie Kaaya  
Standards Officer  
Tanzania Bureau of Standards  
Dar es Salaam

Mrs Sara Lifa  
Research Scientist  
TIRDO  
Dar es Salaam

**UNITED STATES OF AMERICA – ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Ms Mary Frances Lowe  
U.S. Manager for Codex Alimentarius  
U.S. Codex Office  
U.S. Department of Agriculture  
Washington, DC

Mr Robert Ahern  
Director, WTO Agricultural Affairs  
USTR  
Washington, DC

Ms Susan Berndt  
Acting Deputy Director  
International Affairs Staff  
Center for Food Safety and Applied Nutrition  
U.S. Food and Drug Administration  
College Park, MD

Ms Marsha Echols  
Attorney/Professor of Law  
Law Office  
Washington, D.C

Dr Jose Emilio Esteban  
Chief Scientist  
Food Safety and Inspection Service  
U.S. Department of Agriculture  
Washington, DC

Ms Mallory Gaines  
Manager, Market Access and Trade Policy  
American Feed Industry Association  
Washington DC

Dr Kevin Greenlees  
Senior Advisor for Science and Science Policy  
U.S. Food and Drug Administration  
Rockville, Maryland

Ms Kristen Hendricks  
International Issues Analyst  
U.S. Codex Office U.S. Department of  
Agriculture  
Washington, DC

Mr Kenneth Lowery  
Senior International Issues Analyst  
U.S. Codex Office  
U.S. Department of Agriculture  
Washington DC

Mr Mark Myers  
Foreign Agricultural Affairs Officer  
Foreign Agricultural Service (FAS)  
U.S. Department of Agriculture  
Washington, DC

Dr Eric Stevens  
International Policy Analyst  
Center for Food Safety and Applied Nutrition  
U.S. Food and Drug Administration  
College Park, MD

Mr Vito Su  
Food Security Advisor  
U.S. Department of State  
Washington, DC

Mr Richard White  
Consultant  
Corn Refiners Association  
Bradenton, FL

#### **URUGUAY**

Mr Leonardo Veiga  
Director del Área Comercio  
Ministerio de Industria, Energía y Minería  
Montevideo

Mrs Cecilia Aguerre  
Senior Consultant  
Laboratorio Tecnológico del Uruguay  
Montevideo

Eng Pedro Friedrich  
Punto de Contacto Codex para Uruguay  
Laboratorio Tecnológico del Uruguay  
Montevideo

Mrs Ana Tanco  
Área Comercio  
Ministerio de Industria, Energía y Minería  
Montevideo

#### **VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) – VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)**

Ms Roxana Abreu  
Directora  
SENCAMER  
Caracas

Ms Joely Celis  
Analyst  
SENCAMER  
Caracas

Ms Alexandra López  
Professional  
SENCAMER  
Caracas

Ms Stephanny Peña  
Professional  
SENCAMER  
San Antonio de los Altos

**INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS -  
ORGANISATIONS  
INTERGOUVERNEMENTALES-  
ORGANIZACIONES  
INTERGUBERNAMENTALES**

**AFRICAN UNION (AU)**

Ms Diana Oyena Ogwal Akullo  
Policy Officer  
Africa Union  
Addis Ababa

Mr John Oppong-otoo  
Food Safety Officer  
African Union Interafrican Bureau for Animal  
Resources  
Nairobi

**ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN  
STATES (ECOWAS)**

Dr Benoit Gnonlonfin  
Senior SPS Advisor  
ECOWAS

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR  
COOPERATION ON AGRICULTURE (IICA)**

Mr Eric Bolanos  
ESPECIALISTA SAIA  
IICA  
Vázquez de Coronado

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ  
ANIMALE (OIE)**

Dr Karen Bucher  
Project manager  
OIE

**ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA  
VIGNE ET DU VIN (OIV)**

Mr Pau Roca  
Director General  
OIV  
Paris

Dr Jean-Claude Ruf  
Scientific Coordinator  
OIV  
Paris

**WORLD TRADE ORGANIZATION (WTO)**

Ms Christiane Wolff  
Counsellor, Head of SPS Section  
WTO  
Geneva

Ms Carmina Baez  
Young Professional  
WTO

**NON GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS -  
ORGANISATIONS NON  
GOUVERNEMENTALES - ORGANIZACIONES  
NO GUBERNAMENTALES**

**CROPLIFE INTERNATIONAL (CROPLIFE)**

Mr Craig Dunlop  
Head of Regulatory Policy  
Syngenta  
Basel

Dr Ray Mcallister  
Sr. Director, Regulatory Policy  
CropLife America  
Washington DC

Dr Wibke Meyer  
Regulatory Affairs Manager  
CropLife International  
Brussels

Mr Vasant Laxman Patil  
Director – Science & Regulatory Affairs  
CropLife Asia  
Singapore

**EUROPEAN COCOA ASSOCIATION (ECA)**

Ms Lucia Hortelano Villanueva  
Officer – Food Safety & Quality  
European Cocoa Association

**EUROPEAN NETWORK OF CHILDBIRTH  
ASSOCIATIONS (ENCA)**

Mrs Maryse Arendt  
President  
ENCA  
Luxembourg

**FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES VINS  
ET SPIRITUEUX (FIVS)**

Mrs Elisabetta Romeo-vareille  
Policy officer at Unione Italiana Vini  
FIVS

**GLOBAL ORGANIZATION FOR EPA AND  
DHA OMEGA-3S (GOED)**

Dr Harry Rice  
VP, Regulatory & Scientific Affairs  
GOED

**INTERNATIONAL ALLIANCE OF  
DIETARY/FOOD SUPPLEMENT  
ASSOCIATIONS (IADSA)**

Mr Simon Pettman  
Executive Director  
International Alliance of Dietary/Food  
Supplements Associations (IADSA)  
London

Ms Cynthia Rousselot  
Dir Technical & Regulatory Affairs  
International Alliance of Dietary/Food  
Supplements Associations (IADSA)  
London

**INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE  
(ICA)**

Mr Kazuo Onitake  
Senior Scientist, Quality Assurance Department  
International Co-operative Alliance  
Tokyo

Mr Yuji Gejo  
Officer  
International Co-operative Alliance

**INTERNATIONAL CONFECTIONERY  
ASSOCIATION (ICA/IOCCC)**

Dr Debra Miller  
Senior VP Scientific & Regulatory Affairs  
National Confectioners Association  
Washington

Ms Allie Graham  
Advisor  
International Confectionery Association

**INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES  
ASSOCIATIONS (ICBA)**

Ms Paivi Julkunen  
ICBA Codex Policy Advisor  
International Council of Beverages Associations  
Washington, DC

Mr Sunil Adsule  
Director, Regulatory  
The Coca-Cola Company  
Atlanta

Ms Michelle Detlefsen  
Regulatory Affairs Latin America  
PepsiCo  
Guatemala City

Ms Jacqueline Dillon  
Manager  
PepsiCo  
Chicago, IL

**INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION  
(IDF/FIL)**

Mr Allen Saylor  
Senior Director of Food & Cosmetic Consulting  
Services  
EAS Consulting Group LLC  
Alexandria, VA

Ms Aurelie Dubois  
Science and Standards Programme Manager  
International Dairy Federation

Mr Nick Gardner  
Director, Codex and International Regulatory  
Affairs  
USDEC

Mrs Laurence Rycken  
Science and Standards Program Manager  
International Dairy Federation  
Brussels

**INTERNATIONAL FRUIT AND VEGETABLE  
JUICE ASSOCIATION (IFU)**

Mr John Collins  
Executive Director  
International Fruit and Vegetable Juice  
Association  
Paris

Mr David Hammond  
Chair Legislation Commission  
International Fruit and Vegetable Juice  
Association (IFU)  
Paris

**INTERNATIONAL MEAT SECRETARIAT (IMS)**

Mr Hsin Huang  
Secretary General  
International Meat Secretariat  
Paris

Ms Trachelle Carr  
International Technical Services Specialist  
International Meat Secretariat  
Washington, DC

Mr Francisco De Sales Manzi  
Director Técnico  
IMS  
Cuiabá

Mr Javier Echazarreta  
Director Técnico de Asistencia Tecnológica  
IMS  
Buenos Aires

Mrs Casey Lynn Gallimore  
Director, Scientific & Regulatory Affairs  
IMS  
Washington, DC

Dr Tiffany Lee  
Director, Scientific & Regulatory Affairs  
International Meat Secretariat  
Washington, DC

**INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR  
STANDARDIZATION (ISO)**

Mrs Sandrine Espeillac  
Secretary of ISO/TC 34  
ISO  
Vernier, Geneva

**INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH  
INSTITUTE**

Ms Anne Mackenzie  
CCP  
IFPRI  
Mahone Bay

**SSAFE**

Dr Himanshu Gupta  
Board Member  
SSAFE

**HEALTH FOR ANIMALS  
(HEALTHFORANIMALS)**

Mr Carel Du Marchie Sarvaas  
Executive Director  
HealthforAnimals

Mrs Gabriella Ippolito  
Advisor, Government Affairs  
HealthforAnimals

**FAO**

Mr Markus Lipp  
Senior Food Safety Officer  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

**WHO**

Mr Francesco Branca  
Director, Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
World Health Organization (WHO)  
Geneva

Ms Chizuru Nishida  
Unit Head  
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
World Health Organization (WHO)  
Geneva

Mr Soren Madsen  
Acting Unit Head  
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
World Health Organization (WHO)  
Geneva

Dr Egle Granziera  
Senior Legal Officer  
Office of the Legal Counsel  
World Health Organization (WHO)  
Geneva

Mr Michael-Oliver Hinsch  
Codex Trust Fund Administrator  
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
World Health Organization (WHO)  
Geneva

Ms Haruka Igarashi  
Technical Officer  
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
World Health Organization (WHO)  
Geneva

Mr Robert Lynam  
Codex Trust Fund Administrator  
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
World Health Organization (WHO)  
Geneva

Ms Claudia Nannini  
Legal Officer  
Office of the Legal Counsel  
World Health Organization (WHO)  
Geneva

**HOST SECRETARIAT**

Mrs Coralie D'Agostino  
CCGP Secretariat  
SGAE - Premier Ministre  
Paris

Mrs Franck Da Ros  
Point de contact national  
SGAE  
Paris

Mrs Andrée Sontot  
Point de contact national  
SGAE  
Paris

**CODEX SECRETARIAT**

Mr Tom Heilandt  
Secretary, Codex Alimentarius Commission,  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Mrs Sarah Cahill  
Senior Food Standards Officer  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Dr Hilde Kruse  
Senior Food Standards Officer  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Mr David Massey  
Special Advisor  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Mr Sekitoleko Patrick  
Food Standards Officer  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Ms Lingping Zhang  
Food Standards Officer  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Mr Farid El Haffar  
Technical Officer  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Mr Roberto Sciotti  
Consultant  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Mr Giuseppe Di Chiera  
Programme Specialist Consultant  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Ms Jocelyne Farruggia  
Administrative Assistant  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Ms Ilaria Tarquinio  
Programme Assistant  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Mrs Florence Martin de Martino  
Clerk  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Mr Peter Di Tommaso  
Office Assistant  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Ms Elaine Raheer  
Office Assistant  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

Mr Robert Damiano  
IT Clerk  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Rome

## CRITÈRES ET ORIENTATIONS SUR LES PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMITÉS DU CODEX ET AUX GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX SPÉCIAUX TRAVAILLANT PAR CORRESPONDANCE

### 1. Introduction

Les critères et les orientations sur les procédures présentés ci-après sont destinés à guider les travaux et le déroulement des sessions des comités du Codex et des groupes intergouvernementaux spéciaux travaillant par correspondance (CTPC). Le Règlement intérieur de la Commission s'applique, *mutatis mutandis*, aux CTPC.

#### 1.1 Définition

Le travail par correspondance désigne une modalité de travail que la Commission du Codex Alimentarius peut choisir d'assigner à un comité du Codex ou à un groupe intergouvernemental spécial, qui ne tiendra aucune session nécessitant la présence simultanée de tous les participants. Les comités ou les groupes intergouvernementaux spéciaux qui travaillent selon ce mode organisent des consultations formelles par correspondance entre les membres pendant une période comprise entre la session de la Commission qui a approuvé les travaux et celle au cours de laquelle ils doivent en rendre compte. Les comités et les groupes intergouvernementaux spéciaux qui sont chargés de travailler selon ce mode sont dénommés « comités travaillant par correspondance » (CTPC) dans le reste de ce document.

#### 1.2 Valeurs du Codex

L'une des considérations primordiales et l'un des principes directeurs en ce qui concerne les CTPC est la nécessité de respecter et d'observer les valeurs fondamentales de la Commission, à savoir la collaboration, l'ouverture, la recherche du consensus et la transparence.

### 2. Décision de faire réaliser des travaux par correspondance

Au moment de décider si une proposition de nouveaux travaux approuvée peut être confiée à un CTPC, l'évaluation du Comité exécutif et de la Commission tiendra compte des critères suivants.

Critères	Référence
i. La portée, l'objectif et le contenu des travaux proposés	Document de projet
ii. La nature et la complexité des travaux proposés et leur histoire ancienne et plus récente au sein du Codex (il peut s'agir, entre autres, du calendrier prévu pour réaliser les travaux proposés)	Rapports de sessions Document de projet
iii. L'urgence et l'importance de ces travaux	Document de projet
iv. La disponibilité d'informations scientifiques appropriées ou d'autres informations sur lesquelles s'appuyer, notamment d'une assistance de la part d'organes d'experts	Document de projet
v. La possibilité de confier les travaux proposés à un comité en place disposant de l'expertise requise et se réunissant physiquement. Ce critère devrait être évalué en examinant notamment si on peut raisonnablement s'attendre à ce que les travaux soient achevés dans un délai prédéfini.	Mandat des comités du Codex en place

### 3. Vérification de la qualité de membre et des pouvoirs permettant de participer aux travaux du comité

Les dispositions qui régissent les réunions physiques des comités et des groupes de travail s'appliquent aussi à la composition<sup>1</sup> des CTPC et au pouvoir de représentation<sup>2</sup> dans les CTPC.

Les arrangements procéduraux du Codex disposent que toutes les informations officielles à destination des membres du Codex, y compris celles liées à la composition des comités et des groupes de travail et à la

<sup>1</sup> Se reporter à la Section I : Textes fondamentaux et définitions, Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, Article I : Composition.

<sup>2</sup> Se reporter à la Section I : Textes fondamentaux et définitions, Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, Article VI : Sessions.

participation aux réunions, doivent être communiquées par le biais des points de contact du Codex (PCC)<sup>3</sup>. Il est demandé aux membres et aux organisations ayant le statut d'observateur de désigner, par l'intermédiaire de leur PCC, un représentant ou chef de délégation unique. Le chef de délégation peut néanmoins être assisté d'un autre représentant habilité à répondre lorsque le chef de délégation l'y autorise (comme dans les réunions physiques).

Le statut et les pouvoirs des participants aux comités du Codex sont examinés et vérifiés par le Secrétariat du Codex, au regard des informations officielles fournies par les PCC.

Lorsque de nouveaux travaux sont confiés à un CTPC, il doit y avoir avant le début des travaux une période d'inscription bien définie, avec une date de début et une date de fin clairement établies, pendant laquelle les membres et les observateurs peuvent s'inscrire.

#### 4. Sessions

Pour que les sessions des CTPC soient comparables à celles des comités tenant des réunions physiques, le terme « session » désigne, dans le cas d'un CTPC, une situation dans laquelle le comité organise des consultations formelles par correspondance entre ses membres pendant une période comprise entre la session de la Commission qui a approuvé les travaux et celle au cours de laquelle le CTPC doit en rendre compte.

Les langues de travail, les délais impartis pour l'exécution du programme de travail et les tâches à accomplir lors de la session du CTPC doivent être clairement établis par écrit et doivent avoir été convenus entre les membres au début de la session. En particulier, les délais prévus pour la préparation des documents de travail doivent être précisés<sup>4</sup>.

L'ordre du jour, les documents de travail et les rapports du comité sont publiés sur le site web du Codex.

Les travaux du comité et les documents qu'il produit sont soumis à l'examen critique du Comité exécutif avant d'être présentés à la Commission.

Chaque session du CTPC doit s'achever dans les délais prévus pour permettre au Comité exécutif de satisfaire aux exigences d'examen critique.

#### 5. Langues

Les CTPC sont soumis, comme les autres organes subsidiaires de la Commission, aux règles d'utilisation des langues établies à l'article XIV du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius<sup>5</sup>.

Il incombe au gouvernement hôte de veiller à disposer de fonds suffisants pour faire traduire les documents de travail et le rapport.

#### 6. Vérification du quorum (avant qu'un CTPC puisse commencer une session ou prendre une décision)

Le quorum est calculé conformément à l'article VI, paragraphe 7, du *Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius*<sup>5</sup>, comme lors des réunions physiques. Toutefois, dans le cadre des CTPC, l'inscription à une session vaut participation à la session.

À des fins de clarté et de transparence, la date limite d'inscription et la période de validité de l'inscription doivent être précisées.

L'absence de quorum doit être signalée à la Commission, qui se prononcera sur la conduite à tenir.

<sup>3</sup> Se reporter à la Section VI : Membres de la Commission du Codex Alimentarius, Fonctions essentielles des points de contact du Codex.

<sup>4</sup> Se reporter à la Section III : Directives pour les organes subsidiaires, Lignes directrices à l'usage des gouvernements hôtes de comités du Codex et de groupes intergouvernementaux spéciaux.

<sup>5</sup> Se reporter à la Section I : Textes fondamentaux et définitions.

## 7. Rôle du président et du Secrétariat du Codex

### Rôle du président

Les *Lignes directrices destinées aux présidents de comités du Codex ou de groupes intergouvernementaux spéciaux*<sup>6</sup> s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux présidents de CTPC.

En particulier, les présidents de CTPC veillent à ce que :

- tous les échanges soient ouverts à l'ensemble des membres et observateurs inscrits et se déroulent de manière ouverte et transparente et conformément aux orientations ou protocoles établis par la Commission, le cas échéant ;
- toutes les questions soulevées soient pleinement traitées par le CTPC ;
- les membres aient la possibilité de répondre aux observations des autres membres ou de formuler d'autres observations à partir de celles-ci et disposent d'un délai suffisant pour le faire, comme c'est le cas lors des débats en temps réel en session plénière ;
- les rapports du comité mentionnent clairement toute divergence de vue substantielle concernant le contenu des travaux ou l'avancement d'une norme dans la procédure par étapes ;
- le CTPC mène ses travaux conformément aux règles et aux procédures établies dans le *Manuel de procédure* du Codex.

Le président d'un CTPC peut être assisté d'un ou de plusieurs coprésident(s).

### Rôle du Secrétariat du Codex

Le Secrétariat du Codex exécute toutes ses tâches habituelles pour favoriser un fonctionnement efficace des CTPC. Il vérifie notamment les pouvoirs des participants, prépare et diffuse les rapports des comités et fournit des orientations et un appui au président sur les questions de procédure et les autres aspects liés aux travaux du CTPC.

### Consensus

Les présidents de CTPC devraient faire tout leur possible pour favoriser la prise de décisions sur la base du consensus, par exemple en organisant des débats informels au moyen de technologies de communication à distance, et devraient aussi envisager d'appliquer les mesures décrites dans les *Lignes directrices destinées aux présidents de Comités du Codex ou de Groupes intergouvernementaux spéciaux*<sup>7</sup> pour faciliter la réalisation du consensus pendant l'élaboration des normes au niveau d'un comité.

### Interprétation des silences

Les moyens de communication permettant de faire part de son approbation ou d'une objection doivent être explicitement indiqués en amont des sessions. Concrètement, cela signifie qu'un silence, c'est-à-dire l'absence d'expression d'une opinion contraire ou d'une objection, sera interprété comme un accord tacite ou une absence d'opposition à l'avancement des travaux. Tous les membres du comité devraient être clairement informés de ce fait pour éviter les quiproquos lors du recueil d'observations sur des questions soumises à débat, notamment sur une proposition de conclusion au sujet de l'avancement d'une norme dans la procédure par étapes. Les présidents devraient prévoir un temps de réponse suffisant pour s'assurer qu'un silence ne résulte pas de problèmes techniques temporaires.

## 8. Avancement des normes et textes apparentés

Pour déterminer le degré de consensus lors de l'avancement d'une norme dans la procédure par étapes, les présidents de comités proposent généralement une conclusion qui est soumise aux membres et peut être modifiée puis représentée afin de parvenir au consensus. Les CTPC devraient appliquer la même procédure. Par exemple, un président pourrait proposer une conclusion sur l'avancement d'une norme en posant une question telle que « Y a-t-il des objections à l'avancement du projet de norme à l'étape X ? ».

Les CTPC pourraient employer une méthode similaire (ou une variante adéquate de celle-ci) pour déterminer le degré de consensus sur des points plus précis soumis à débat, tels que des modifications du texte.

Pour lever toute ambiguïté, il est précisé que lorsque les travaux sont menés par correspondance, formuler une réserve consiste à faire connaître sa position, laquelle sera inscrite dans le rapport de la session sur demande<sup>8</sup>.

<sup>6</sup> Se reporter à la Section III : Directives pour les organes subsidiaires.

<sup>7</sup> Se reporter à la Section III : Directives pour les organes subsidiaires.

<sup>8</sup> Se reporter à la Section III : Directives pour les organes subsidiaires, Lignes directrices sur le déroulement des réunions de comités du codex et des groupes intergouvernementaux spéciaux.

### **Solutions à disposition lorsqu'un CTPC ne peut faire avancer les travaux**

Lorsqu'un CTPC ne peut faire avancer les travaux, il peut recommander au Comité exécutif / à la Commission que les travaux ne soient plus menés par correspondance et qu'une autre solution soit adoptée, par exemple et sans que cette liste soit limitative :

- i. la convocation d'une session nécessitant la présence simultanée de tous les participants ;
- ii. l'attribution des travaux à un comité (autre que le comité original) disposant de l'expertise requise sur le sujet traité et se réunissant physiquement ;
- iii. l'interruption des travaux.

En outre, le président peut, dans le cadre du processus d'examen critique, communiquer l'état d'avancement des travaux et les perspectives d'avancement au Comité exécutif / à la Commission pour examen.

### **Vote**

Bien que les règles de procédure de la Commission prévoient la possibilité d'organiser un vote lorsque tous les efforts déployés pour parvenir à un consensus ont échoué, les CTPC ne doivent pas avoir recours au vote pour résoudre les divergences d'opinion.

L'utilisation d'autres mécanismes (tels que décrits *supra*) permettant de résoudre les divergences d'opinion et de faire avancer les travaux doit plutôt être proposée à la Commission pour examen.

## **9. Communication des résultats des travaux à la Commission**

Les CTPC rendent compte de leurs travaux à la Commission. Comme les rapports des sessions physiques de comités du Codex, les rapports des sessions des CTPC sont préparés par le Secrétariat du Codex, en concertation avec le président.

Les conventions et pratiques applicables à l'élaboration des rapports des comités se réunissant physiquement devraient aussi s'appliquer, dans la mesure du possible, aux CTPC. Les rapports des CTPC devraient être objectifs et refléter pleinement les débats, les conclusions et les recommandations.

Les membres des CTPC peuvent demander à ce que leurs positions, notamment leurs réserves, ou leur opposition à une recommandation ou à une décision soient inscrites dans le rapport du comité.

Les membres des CTPC devraient s'abstenir de soulever des questions ou de demander l'insertion d'observations qui n'ont pas été mentionnées lors des débats, et de telles observations ne seront pas inscrites dans le rapport de la session, conformément aux procédures et pratiques de la Commission.

Les projets de rapport des CTPC devraient être mis à la disposition de tous les membres et observateurs du Codex qui étaient inscrits à la session dans un délai d'une semaine suivant l'épuisement de l'ordre du jour et la fin des débats en session plénière, pour examen et formulation d'observations dans les deux semaines suivant la diffusion du projet de rapport. Tous les membres devraient être clairement informés des procédures d'examen et de formulation d'observations.

Le Secrétariat du Codex devrait diffuser le rapport final, tel qu'adopté, dans au moins trois des langues de travail de la Commission, dans un délai maximal d'un mois après la clôture de la session du CTPC.